

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 31/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HUTCHINSON

20 rue des Martyrs
BP 423
37304 JOUE LES TOURS

Références : 2023 - 148
Code AIOT : 0010000685

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2022 dans l'établissement HUTCHINSON implanté 20, rue des Martyrs BP 423 37304 JOUE LES TOURS. L'inspection a été annoncée le 19/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUTCHINSON
- 20, rue des Martyrs BP 423 37304 JOUE LES TOURS
- Code AIOT : 0010000685
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Filiale du groupe TOTAL, la société HUTCHINSON est implantée depuis 1962 sur la commune de Joué-lès-Tours. Elle est spécialisée dans la fabrication de courroies de transmission, poulies découpleuses, tendeurs et poulies thermodures pour les secteurs de l'automobile et de l'industrie.

Il est à noter que l'activité de fabrication de tuyaux pour le transfert de fluides industriels (secteur FMS), auparavant exercée sur le site, est arrêtée depuis avril 2021.

L'arrêt de cette activité n'a pas modifié la situation administrative du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Seuls les critères quantitatifs des rubriques de classement sont impactés, à la baisse.

Actuellement, environ 450 personnes sont employées sur le site, en 3x8, sur 5 jours.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Modifications des installations
- Sécheresse
- Mise en demeure du 18 juillet 2017
- Rejets atmosphériques de perchloréthylène

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Abandon provisoire ou définitif d'un ouvrage de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.1.3.2.3	/	Sans objet
9	Plan de gestion de solvants	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.5.3	/	Sans objet
10	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 7.3.3	/	Sans objet
11	Zone à atmosphère explosible	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 7.3.3.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification des installations	Code de l'environnement du 30/01/2012, article R.181-46	/	Sans objet
2	Valeur limite d'émission des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.3.8	/	Sans objet
3	Prélèvements d'eau et rejets aqueux en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.1.2	/	Sans objet
4	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.1.1	/	Sans objet
6	Schéma de maîtrise des émissions	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.5.4.2	/	Sans objet
7	Substitution du perchloréthylène	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Rejets atmosphériques de perchloréthylène	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.5.4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de la visite sont repris dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/01/2012, article R.181-46
Thème(s) : Risques accidentels, Modification des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : En 2021, le département "Fluid Management System (FMS)" de l'établissement a cessé son activité. Ce secteur assurant la production de tuyaux était concentré sur la partie Est de l'établissement. La rubrique 1212.4 "emploi et stockage de peroxyde" devient obsolète. Les produits concernés ne sont plus utilisés sur le site. Les baisses générées sur les autres rubriques n'entraînent pas de changement de seuil de classement. Un projet de restructuration du site conduit à : <ul style="list-style-type: none">- démolir une partie des bâtiments les plus anciens (5325 m²) ;- créer une plateforme extérieure en lieu et places de certains bâtiments en utilisant la dalle de ces derniers ;- déplacer la déchetterie au niveau de cette plateforme avec une activité inchangée. Cette restructuration permet de diminuer le niveau de risque en limite de propriété de l'établissement, les surfaces libérées n'étant pas allouées à d'autres activités. Si lors de l'inspection l'exploitant n'avait pas adressé au préfet de porter à connaissance pour l'informer du projet et des modifications associées avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, c'est dorénavant chose faite, par courrier du 19 décembre 2022 (étude de sols, classement des activités, description du projet de démolition/réaménagement, plans, etc). Ces éléments n'appellent pas de remarque supplémentaire de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Valeur limite d'émission des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émission des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : - MES : --> concentration maximale sur une période de deux heures : 700 mg/L --> concentration moyenne journalière : 500 mg/L --> flux maximal journalier : 30 kg/j - DCO : --> concentration maximale sur une période de deux heures : 1500 mg/L --> concentration moyenne journalière : 1000 mg/L --> flux maximal journalier : 60 kg/j - DBO5 : --> concentration maximale sur une période de deux heures : 700 mg/L --> concentration moyenne journalière : 500 mg/L --> flux maximal journalier : 30 kg/j [...]
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : La société HUTCHINSON a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 18/07/2017 de respecter les dispositions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19157 délivré le 30 janvier 2012 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté (point n°1 de la mise en demeure). Les valeurs limites d'émission concernant les paramètres DBO5, DCO et MES sont dorénavant respectées. Ce point a été constaté lors de l'inspection du 26 septembre 2019. Le point n° 1 de la mise en demeure mentionnée ci-dessus est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prélèvements d'eau et rejets aqueux en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau et rejets aqueux en cas de sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant : <ul style="list-style-type: none">- de limiter tes prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels ;- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'autosurveillance ;- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine. <p>Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de il modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.</p>
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : <p>L'exploitant a indiqué que l'établissement est fermé du 1er au 15 août et ne génère par conséquent ni consommation d'eau ni rejet sur cette période.</p> <p>Il a également indiqué être en recherche constante d'éventuelles fuites sur son réseau, assurant sur ce sujet là, entre autre, une large campagne de sensibilisation de son personnel, et ce lui permettant d'intervenir au plus vite en cas de défaillance.</p> <p>Ce travail visant à réduire la consommation d'eau est également effectué sur la récupération des condensats (fonctionnement en circuit fermé).</p> <p>La chaudière de l'établissement utilise par ailleurs de l'eau osmosée dorénavant, contre de l'eau déminéralisée précédemment, permettant de faire une économie de 20 % de l'eau consommée sur ce poste.</p> <p>L'ensemble de ces actions ont conduit l'établissement à voir sa consommation d'eau de forage réduite de 17520 m3 en 2021 à 14217 m3 à fin novembre 2022.</p> <p>Au-delà des efforts déjà fournis dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement pour réduire autant que possible sa consommation d'eau et des consignes d'interdiction d'arrosage et de nettoyage en période de sécheresse diffusées auprès du personnel, les seules actions supplémentaires envisagées par l'exploitant, en cas de sécheresse, sans impacter la production, consistent à décaler les opérations de maintenance décennale et les épreuves de requalification des équipements qui le nécessitent.</p> <p>L'exploitant a également fait valoir des pistes d'évolution du process permettant de générer une économie d'eau plus importante, sans envisager de les engager au regard des changements considérables et de l'investissement financier que cela nécessiterait.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnement en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : - prélèvement maximum sur les eaux souterraines (2 forages dans la Craie du Turonien, usage industriel uniquement) : 40000 m3 par an ; - prélèvement maximum sur le réseau public (usage sanitaire et protection incendie) : 14000 m3 par an. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : En 2021, les prélèvements d'eau de forage se sont montés à 17520 m3 en 2021, les consommations d'eau en provenance du réseau public à 6400 m3. Comme indiqué au point de contrôle "prélèvement d'eau et rejet en cas de sécheresse" du présent rapport, les actions engagées par l'exploitant lui permettent de réduire régulièrement la consommation d'eau de son établissement (14217 m3 à fin novembre 2022 pour l'année 2022). Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Abandon provisoire ou définitif d'un ouvrage de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.1.3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Abandon provisoire ou définitif d'un ouvrage de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'abandon de l'ouvrage sera signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement. Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.</p> <p>* Abandon provisoire : En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.</p> <p>* Abandon définitif : Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à - 5 m et le reste sera cimenté (de -5 m jusqu'au sol).</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. L'exploitant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas engagé l'ensemble des actions attendues pour mettre en sécurité le forage FMS dans le cadre d'un abandon définitif.
<p>Observations : L'exploitant a indiqué avoir mis à l'arrêt de manière définitive le forage FMS, l'un des deux forages du site. A la demande de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'engagement des mesures réglementaires d'abandon définitif de ce forage.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Schéma de maîtrise des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.5.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma de maîtrise des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre un schéma de maîtrise des émissions (SME), établi conformément au guide technique élaboré par le SNCP, l'ADEME et le MEDD pour les activités liées au secteur de la transformation du caoutchouc (du 30 avril 2002). Il est utilisé comme ratio la quantité de solvant en grammes par kilo de gommes travaillées. L'année de référence est 1999. Pour tous types de solvants, le ratio cible à atteindre est de 10,12 g/kg de gomme produite.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Pour l'année 2021, l'exploitant a fait valoir un ratio de quantité de solvant de 4,7 g/kg de gomme traitée, contre 5,09 g/kg en 2019 et 8,06 g/kg en 2018. Le ratio de 2,7 g/kg de 2020 n'est pas révélateur du fait d'une production fortement perturbée par le contexte de Covid dans lequel il s'inscrit. L'exploitant a par ailleurs fait valoir, ces dernières années, la mise en place d'une nouvelle technologie permettant de basculer d'une fabrication de courroies existantes à base de perchloréthylène à une fabrication de courroies gainées ou cimentées (sans solvant) conduisant ce ratio à évoluer à la baisse pour les années à venir. Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Substitution du perchloréthylène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Substitution du perchloréthylène
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A l'échéance du 31 décembre 2014, l'exploitant a procédé à la substitution de 64 % du perchloroéthylène utilisé. L'exploitant poursuit ses recherches pour trouver d'autres alternatives à l'utilisation du perchloroéthylène lors de la fabrication des courroies et les met en œuvre. Les résultats de cette démarche sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : La société HUTCHINSON a été mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19925 du 8 août 2014 dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté (point n° 4). Comme déjà évoqué au point de contrôle précédent "schéma de maîtrise des émissions", l'exploitant a fait valoir, ces dernières années, la mise en place d'une nouvelle technologie permettant de basculer d'une fabrication de courroies existantes à base de perchloréthylène à une fabrication de courroies gainées ou cimentées (sans solvant). L'exploitant a indiqué que l'objectif de la société est de supprimer le perchloroéthylène des process de l'établissement. La substitution du PER était de 61 % en 2019, 74 % en 2020, 77 % en 2021. Elle est dorénavant de plus de 80%. Le point n° 4 de la mise en demeure mentionnée ci-dessus est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rejets atmosphériques de perchloréthylène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.5.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques de perchloréthylène
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions ci-après s'appliquent indépendamment du point 3.2.5.4.2. A l'exception du perchloroéthylène, l'exploitant ne met pas en œuvre de solvants figurant à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Une valeur limite d'émissions de 20 mg/m3 est alors imposée pour l'ensemble des installations mettant en œuvre cette substance.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : La société HUTCHINSON a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 18/07/2017 de respecter les dispositions de l'article 3.2.5.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19157 délivré le 30 janvier 2012 dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté (point n° 2). Toutes les tours de confection de grande série (GS) sont reliées à une centrale de traitement des COV avec filtration par charbon actif implantée en septembre 2019. Les émissions de PER sont conformes à la VLE de 20 mg/Nm3. La tour de confection moyenne série (MS) est reliée à une centrale de traitement des COV avec filtration par charbon actif implantée en mai 2021. Les émissions de PER sont conformes à la VLE de 20 mg/Nm3. Lors de la précédente inspection réalisée en 2021, la valeur limite d'émission en PER de 20 mg/Nm3 était en revanche dépassée pour les deux tours de confection du moulage inverse (dernière campagne de mesure du 1er juillet 2020 : 31 et 54,8 mg/Nm3). Ces derniers équipements ont été reliés à une centrale de traitement des COV avec filtration par charbon actif implantée en septembre 2021. L'exploitant réalise par ailleurs une rotation entre ces équipements lorsque la concentration de PER s'approche de 20 mg/Nm3, permettant d'éviter tout dépassement de la valeur limite. La valeur limite d'émission de perchloréthylène, à savoir 20 mg/Nm3, pour l'ensemble des exutoires de l'établissement, est dorénavant respectée. Le contrôle des rejets atmosphériques réalisée par la société DEKRA du 21 au 23 novembre 2022 lors d'une nouvelle campagne de mesure conclut au respect de la valeur limite d'émission de perchloréthylène de 20 mg/Nm3 pour l'ensemble des exutoires. Le point n° 2 de la mise en demeure mentionnée ci-dessus est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de gestion de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion de solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. L'exploitant transmet à l'inspection le plan de gestion de solvants annuellement, avant le 31 mars de l'année n+1 pour les émissions de l'année n, et l'informe de ses actions visant à réduire sa consommation de solvants. Ce PGS est divisé en deux parties : <ul style="list-style-type: none">• une première partie pour les composés chlorés,• une deuxième partie pour les composés non chlorés.
Constats : Le plan de gestion de solvants doit être accompagné du détail des calculs effectués permettant d'obtenir les valeurs renseignées afin d'assurer une bonne compréhension du document.
Observations : Le PGS 2021 a été transmis à l'inspection par courrier du 31 mars 2022. Il est néanmoins difficile de comprendre ce à quoi correspondent chacune des valeurs incrémentées, certaines paraissant incohérentes. L'obtention des différentes valeurs de chacune des lignes et colonnes du plan de gestion de solvants mérite d'être expliquée pour une bonne compréhension du document.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>[...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</p> <p>L'exploitant conservera trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>Constats : Deux anomalies électriques relevées lors de la dernière vérification des installations génèrent un risque d'incendie et d'explosion.</p>
<p>Observations : La société HUTCHINSON a été mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19157 délivré le 30 janvier 2012 dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté (point n° 3).</p> <p>Le rapport établi consécutivement à l'intervention de l'APAVE en décembre 2020 suite à la vérification des installations électriques confirme la prise en compte de l'ensemble des anomalies précédemment observées par la réalisation des actions correctives attendues. Toutes les anomalies électriques précédemment observées ont été corrigées à la date de l'inspection du 15 septembre 2021.</p> <p>Le point n° 3 de la mise en demeure mentionnée ci-dessus est respecté.</p> <p>Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 juillet 2017 sont dorénavant intégralement respectées. Ce dernier peut être levé.</p> <p>En revanche, la dernière vérification des installations électriques a été réalisée par l'APAVE début janvier 2022. L'établissement comporte 10 transformateurs électriques en fonctionnement. Un certificat Q18 a été établi pour chaque secteur associé à un transformateur.</p> <p>Il en ressort les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Bâtiment tendeurs-poulies : => certificat Q18 du 11 janvier 2022 concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion généré par l'état des installations électriques ; * Réseau poste 1000 KVA : => certificat Q18 du 11 janvier 2022 concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion généré par l'état des installations électriques ; * Réseau transfo n° 3 : => certificat Q18 du 14 janvier 2022 concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion généré par l'état des installations électriques ; * Réseau transfo n° 5 Boudineuses : => certificat Q18 du 11 janvier 2022 concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion généré par l'état des installations électriques ; * Transfo n° 6 réseau poste 2000 KVA : => certificat Q18 du 14 janvier 2022 concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion

<p>généralisé par l'état des installations électriques ;</p> <p>* Bâtiment développement/Transfo n° 7 : => certificat Q18 du 11 janvier 2022 concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion généralisé par l'état des installations électriques ;</p> <p>* Réseau TGBT 11/Transfo n° 11 : => certificat Q18 du 14 janvier 2022 concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion généralisé par l'état des installations électriques ;</p> <p>* Bâtiment n° 12/Transfo 12 : => certificat Q18 du 11 janvier 2022 concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion généralisé par l'état des installations électriques ;</p> <p>* Bâtiment Préparation 2000/Transfo n° 13 : => certificat Q18 du 14 janvier 2022 concluant à l'existence d'un risque d'incendie et d'explosion généralisé par l'état des installations électriques, notamment par l'anomalie suivante : - absence de limiteur de surtension au secondaire du transformateur dodécaphasé en régime IT actuel ;</p> <p>* Bâtiment Préparation 2000/Transfo n° 14 : => certificat Q18 du 14 janvier 2022 concluant à l'existence d'un risque d'incendie et d'explosion généralisé par l'état des installations électriques, notamment par l'anomalie suivante : - absence de limiteur de surtension au secondaire du transformateur dodécaphasé en régime IT actuel ;</p> <p>Par ailleurs, la précédente vérification des installations électriques a été réalisée le 26 février 2021. La fréquence de vérification annuelle est donc bien respectée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Zone à atmosphère explosible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 7.3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Zone à atmosphère explosible
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.</p> <p>Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter les appareils doivent être réduits au strict minimum, Ils doivent être conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 modifié relatif aux appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive.</p> <p>Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.</p>
Constats : Deux extracteurs d'air présents au sein de l'établissement ne bénéficient pas des affichages ATEX et ne sont pas répertoriés comme tels en dépit des atmosphères explosibles avérées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet